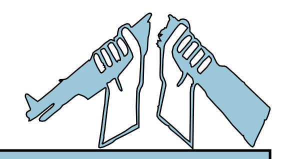
nº 81, février 2009

Le fusil brisé

Bulletin d'information de l'Internationale des RésistantEs à la Guerre



Fermons l'Otan !

Appel pour participer à l'action non violente contre l'Otan, le 4 avril 2009



http://www.non-otan-strasbourg.eu/

Les 3 & 4 avril, les chefs d'État et de gouvernement membres de l'Otan vont se rencontrer à Baden-Baden et Strasbourg, pour célébrer le 60e anniversaire de cette alliance. Nous pensons : soixante ans d'Otan, il n'y a pas de quoi faire la fête, mais une raison pour résister !

Depuis sa fondation en 1949, l'Otan prétend défendre le « libre » Occident contre l'agressivité supposée du communisme. Si cela avait été sa réelle raison d'existence, l'Otan aurait du être dissout en même temps que le Pacte de Varsovie en 1991. Mais ce n'est pas arrivé. Déjà, durant la guerre froide l'Otan contribua significativement à la course aux armements entre l'Est et l'Ouest, et participa avec son opération secrète « Gladio » tant à la répression contre les mouvements de gauche dans les pays occidentaux qu'aux coups d'États militaires en Grèce (1967) et en Turquie (1980). Après 1990, l'Otan se transforme rapidement d'une alliance autoproclamée de défense en une force d'intervention militaire pour développer les intérêts occidentaux.

Aujourd'hui, l'Otan se maintient pour:

- des interventions militaires partout dans le monde, en ce moment par exemple au Kosovo et en Afghanistan, avec une opération en mer Méditerranée et une mission d'entraînement en Irak (pour y former policiers et militaires locaux). Les trois dernières interventions militaires de l'Otan participent activement à la prétendue « guerre contre le terrorisme », ce qui signifie au final le renforcement des intérêts occidentaux et de l'hégémonie sur les ressources ;
- le stationnement illégal d'armes nucléaires dans des pays européens avec la persistance de l'option illégale et inhumaine des premières frappes ;
- le désengagement par rapport à la loi internationale, par exemple à travers les bombardements de la Yougoslavie (1999) en violation du droit international, et plus généralement avec l'option de partir en guerre sans mandat de l'Onu (l'Otan s'en donne elle-même l'autorisation) ;
- la violence structurelle : les dépenses d'armement de tous les membres de l'Otan représentent plus de 70 % du total mondial des budgets militaires. Cet argent n'est pas disponible pour résoudre les problèmes sociaux ou environnementaux qui se posent partout sur la planète.

Bref, pour nous l'Otan sert au maintien du statu quo mondial, à la protection militaire et au renforcement des intérêts occidentaux, à l'hégémonie sur les ressources économiques et par conséquent à l'exploitation des pays du Sud. De fait,

suite en page 2

Édito

Les 3 et 4 avril 2009, l'Otan va célébrer son 60e anniversaire à Baden-Baden en Allemagne et à Strasbourg en France. Alors que tous les détails de cette « célébration » ne sont pas encore connus, il est déjà évident que le sommet de l'Otan ne laissera guère d'espace à la manifestation démocratique dans l'une comme l'autre des deux villes accueillant le sommet (lire page 5). L'Internationale des RésistantEs à la Guerre est partie prenante du Comité de coordination international qui prépare un large éventail d'actions de protestation (voir les grandes lignes page 8), et fait aussi partie de NATOZU, une coalition de groupes nonviolents, elle même partie d'une coalition plus globale qui organise des actions de désobéissance civile à Strasbourg le matin du 4 avril 2009.

Notre sentiment, à l'Internationale des résistantEs à la guerre, est que les 60 ans de l'Otan plutôt que d'être célébrés, sont une bonne raison pour résister de manière non-violente (lire aussi le Fusil Brisé n° 79 de septembre 2008). C'est pourquoi, l'Internationale des résistantEs à la guerre était impliqué dans l'action « NATO Game over » le 22 mars 2008 au siège de l'Otan à Bruxelles, et c'est pourquoi nous sommes aujourd'hui impliqués dans les activités s'opposant à ce sommet.

Mais nous ne voyons pas ces activités comme une manifestation de plus. Nous espérons que ces actions contre le sommet de l'Otan génèreront un mouvement antimilitariste plus large contre l'Otan et ses raisons d'être : domination du monde par l'Occident, interventions militaires pour soutenir les intérêts capitalistes occidentaux et une société patriarcale militarisée pour l'Occident. Pour l'IRG, il est évident que l'Otan n'a rien à voir avec la démocratie. Le simple fait que la démocratie soit temporairement interrompue dans toutes les villes d'accueil au cours du sommet montre bien que l'Otan n'est pas seulement un danger pour la démocratie dans le reste du monde mais aussi ici.

60 années d'Otan – Il est plus que temps de résister à l'Otan et d'y mettre fin.

Andreas Speck



Les membres de l'Otan

Depuis sa création en 1949, l'Otan n'a accueilli que quelques nouveaux membres dans les années 50. Une seconde vague plus importante de nouveaux membres l'a rejoint après la guerre froide.

1949 :

Belgique, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni.

1952 :

Grèce, Turquie

1955 :

Allemagne

1982 :

Espagne

1999 :

Hongrie, Pologne, République Tchèque

2004 :

Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie

2009 :

Albanie, Croatie.

suite de la page 1

l'Otan devient le bras armé du G7 (c'est-à-dire le G8 moins la Russie) particulièrement pendant l'actuelle crise financière et économique, où ce rôle répressif peut rapidement croître en importance.

Le sommet 2009 de l'Otan : accords pour faire des guerres et pour violer le droit international

Au sommet de l'Otan, les chefs d'état et de gouvernement des pays membres vont discuter de la continuation et du développement de ces politiques, en prenant des décisions correspondantes. Ceci constitue en fait un accord pour violer le droit international et pour mettre à exécution des guerres d'agression. Nous y réagirons par notre résistance non violente.

L'action : Fermons l'Otan !
Action non violente contre le sommet de l'Otan

Le 4 avril, de nombreux groupes vont exprimer dans l'ordre leur protestation contre l'Otan. Ils vont tenter de faire obstruction au sommet de Strasbourg. Nous nous considerons comme faisant partie du mouvement de protestation international 'Non à la guerre - Non à l'OTAN' et participerons à cette manifestation avec notre propre action non violente.

Nous voulons montrer que l'Otan marche sur des cadavres, et que nous nous opposons à cette politique. Avec notre action, nous voulons rappeler les victimes passées et futures des guerres de l'Otan et des armements militaires, et exprimer de façon très claire quels intérêts sont poursuivis par les stratégies de cette alliance. L'action sera provocatrice, mais strictement non violente, même si nos opposants essaient de nous chasser hors de la rue par la force. En cas d'accusations devant les tribunaux, nous mettrons en avant notre point de vue légaliste, et enrichirons ainsi le débat public.

Il résulte de ce parti pris respectueux de la loi, que la désobéissance civile dans la plupart des cas ne peut pas être seulement justifiée moralement/éthiquement, mais aussi légalement.

Les soussignés appellent chacun à participer aux actions non violentes à Baden-Baden et Strasbourg.

Signatures :

Bund für Soziale Verteidigung (BSV) • Deutsche Friedensgesellschaft-Vereinigte KriegsdienstgegnerInnen (DFG-VK) • Friedenskreis Halle e.V. • Vredesactie – Bombspotting (Belgien) • War Resisters' International (WRI) • Werkstatt für Gewaltfreie Aktion, Baden (WfGA) • Gewaltfreie Aktion Atomwaffen abschaffen (GAAA) • Union Pacifiste de France • Alternativa Antimilitarista (MOC) • Party & Activism Kollektiv (P&A) • Bildungs- und Begegnungstätte für gewaltfreie Aktion e.V. (KURVE Wustrow) • Kooperation für den Frieden • Pressehütte Mutlangen • Menschen für den Frieden Düsseldorf • Pädagoginnen und Pädagogen für den Frieden (PPF) • Attac - Regionalgruppe Reutlingen • Landesverband NRW der DFG-VK

Informations relatives à l'organisation de l'action

Très important : nous demandons à chaque participantE d'arriver tôt, le 1er Avril 2009. Il y aura un camp de base, où sera offert un entraînement à la non violence, de sorte que nous puissions nous préparer nous-mêmes à l'action. Ce serait mieux si vous pouvez former des groupes d'affinité à l'avance, et au moins participer à un entraînement. Toutes les informations utiles pour la préparation de l'action seront disponibles dans les semaines prochaines sur les pages de notre site Internet http://wri-irg.org

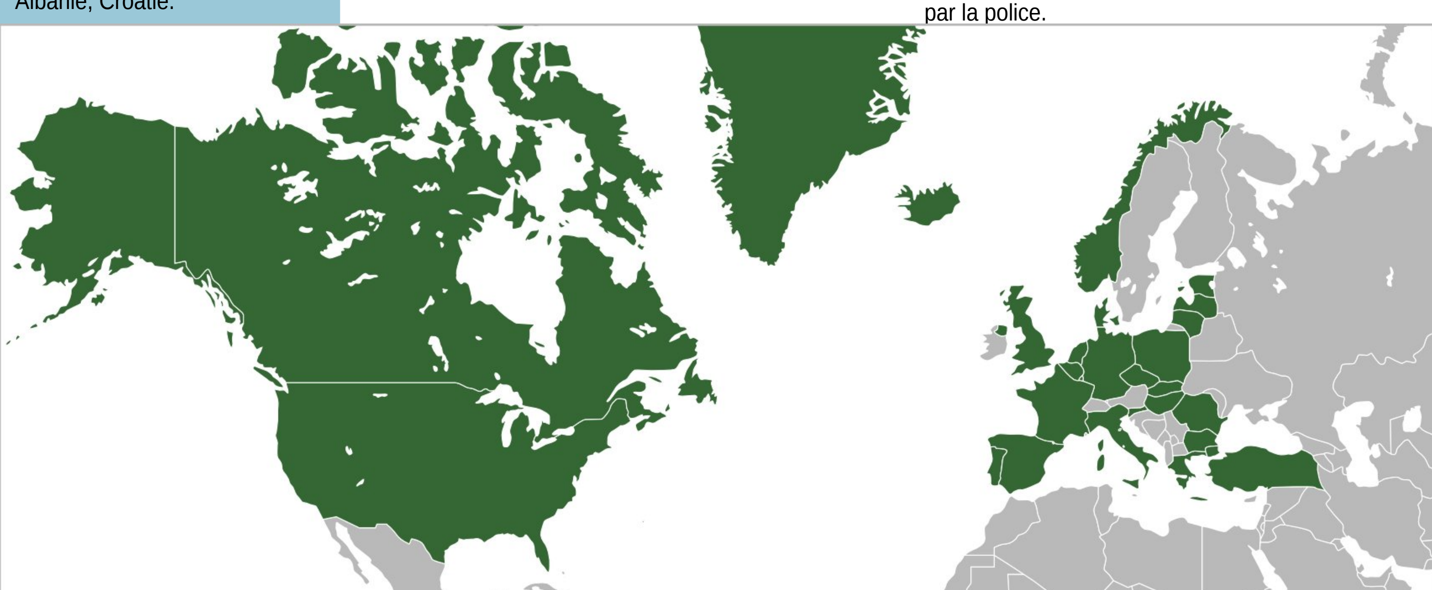
Il est aussi important d'être conscient qu'en France la loi et la jurisprudence en matière de désobéissance civile peuvent être différentes de celles de votre propre pays (Plus d'infos prochainement sur http://wri-irg.org). Informez-vous par vous-même, et venez à Strasbourg !

Contact :

Andreas Speck, War Resisters' International, Tél. : +44-20-7278 4040, Courriel : andreas@wri-irg.org, Web : http://wri-irg.org.

Point de droit :

La loi française diffère de celle des autres pays. Nous sommes en train de mener des investigations sur les conséquences légales potentielles d'une action de désobéissance civile. Ce qui est clair aujourd'hui c'est qu'un blocage constitue un rassemblement non autorisé, et peut être dispersé par la police.



Les États membres de l'Otan en 2008. Au sommet de Baden-Baden et Strasbourg, entreront en plus l'Albanie et la Croatie. Carte par Ssolbergj, wikipedia (http://creativecommons.org/licenses/by/3.0)

L'Otan à 60 ans :

D'une alliance de défense à une organisation pour des interventions militaires

L'Otan a fait du chemin depuis la fin de la guerre froide. Déjà, la déclaration de Rome de 1991 ancrait l'Otan dans une nouvelle stratégie qui n'était plus concentrée sur la défense des pays membres face à une agression. Le risque d'une attaque venant de l'Est n'existait plus ou presque et l'Otan a alors qualifié de « nouvelles menaces » les conséquences des difficultés politiques, sociales, et économiques en Europe centrale et orientale, conséquences auxquelles l'Organisation devait ainsi se préparer.

À partir de cette redéfinition, « l'alliance de défense » est devenue très active avec son lot d'interventions militaires en dehors de ses traditionnels théâtres opérationnels ; et ce depuis juillet 1992, quand les navires de guerre de l'Otan ont commencé à contrôler l'embargo sur les armes envers la Serbie et le Monténégro dans l'Adriatique, et ensuite en le mettant en œuvre. Ce fut le déclencheur d'un développement qui a d'abord abouti à l'intervention militaire de l'Otan en Bosnie, puis aux bombardements illégaux de la Yougoslavie et à l'intervention militaire de l'Organisation au Kosovo.

Aujourd'hui, l'Otan est militairement actif dans de nombreux endroits : environ 60 000 soldats en Afghanistan depuis 2003, 16 000 environ au Kosovo aujourd'hui avec une présence qui date de 1999, dans la mer Méditerranée depuis 2001 avec 2 000 soldats au plus fort de l'opération « Active Endeavour », et en Irak où 140 soldats ont une mission d'instructeurs depuis 2004. Cette dernière opération tente surtout de soutenir et de légitimer l'occupation britannique et américaine de l'Irak ainsi que le gouvernement irakien qui en est issu. L'opération « antipirate » le long des côtes somaliennes a été transformée le 12 décembre 2008 et se nomme maintenant « ATALANTA ».

Parmi ces opérations militaires, celle en Afghanistan reste centrale pour l'Otan. Et ses actions en Afghanistan sont de plus en plus agressives et imprudentes. Les résultants de cette occupation apparaissent de plus en plus évidents : brutalisation de la société, davantage de misère et plus de morts sous les bombes. De janvier 2006 à juillet 2008, plus de 1 000 civilEs afghans ont directement été victimes des opérations militaires de l'Otan et des État-Unis.

Par le biais de la coopération civile et militaire telle qu'elle est pratiquée en Afghanistan, même l'aide au développement est intégré à l'effort de guerre de l'Otan. Caritas International a critiqué l'Otan en juin 2008 signifiant que « la distribution des fonds humanitaires ne sont pas reliés aux besoins réels mais orienté vers la nécessité contre-insurrectionnelle ». Au sommet de l'Otan à Bucarest, il fut décidé que la contre-insurrection civile et militaire serait généralement au centre des missions présentes et futures.



Indian Ocean, 27 November 2008 - A helicopter takes off from the Italian destroyer ITS Durand de la Penne, to conduct surveillance activties during the escorting mission. (NATO photo by PO Luigi Cotrufo, ITA Navy)

Le partage nucléaire

Un élément de la stratégie actuelle de l'Otan est le prétendu « partage nucléaire » : l'implication des États non nucléaires dans le dispositif nucléaire de l'Otan. Le concept stratégique de 1999 stipule nécessaire que « les Alliés européens [...] participent largement aux rôles nucléaires, au stationnement en temps de paix de forces nucléaires sur leur territoire, et aux dispositions de commandement, de contrôle et de consultation. » Concluant, « c'est pourquoi [l'Alliance] maintiendra des forces nucléaires adéquates en Europe ». De ce fait, des armes nucléaires américaines sont stationnées à Büchel (Allemagne), à Kleine Brogel (Belgique), à Volkel (Pays-Bas), à Aviano (Italie) ainsi qu'à Ghedi-Torre et Incirlik (Turquie). Le « Partage nucléaire » permet, qu'en temps de guerre, des pilotes issus d'un pays non nucléaire signataire du Traité de non prolifération peuvent utiliser l'arme nucléaire, ce qui serait une violation du traité…

La nouvelle stratégie de l'Otan : toujours plus d'interventions

Le sommet de l'Otan à Strasbourg et Baden Baden n'est pas juste la célébration d'un anniversaire. La principale discussion concernera la poursuite du développement de l'Otan en une alliance agressive d'intervention, dans la lignée de la Déclaration de Rome de 1991. Le sommet entamera ainsi une discussion quant à une nouvelle stratégie qui remplacera en 2010 - si tout va bien - celle mise en oeuvre depuis 1999, laquelle avait été adoptée pendant la guerre au Kosovo.

Des éléments importants de cette nouvelle stratégie ont été proposés dans un document intitulé « Vers une stratégie d'ensemble », rédigé fin 1997 par cinq anciens haut gradés de l'Otan. Dans ce document, les menaces sont encore plus « globales ». Les menaces du futur sont spécifiquement liées au fondamentalisme politique et religieux, à la face « obscure » de la mondialisation (terrorisme international, crime organisé et éparpillement des armes de destruction massive), ainsi qu'aux changements climatiques et aux accès sécurisés aux ressources énergétiques (contrôle des ressources et conflits résultant des changements climatiques ou des migrations provoquées par ces changements).

Pour faire face à ces défis, l'Otan doit s'en tenir à l'option de la première frappe nucléaire selon les auteurs du document.

Les auteurs font aussi des propositions quant une évolution institutionnelle de l'Otan pour que l'Alliance soit plus efficace pour agir. Ils proposent que l'Otan abolisse le principe du consensus pour les décisions internes à l'Alliance et que soient introduites les décisions à la majorité permettant une mise en action plus rapide en supprimant le droit de veto des États membres.

Une proposition particulièrement importante est celle remettant en cause les notifications nationales de refus pour les opérations de l'Otan comme celles qui ont « plombées » la campagne d'Afghanistan. Dans le futur, les membres ne participant pas à l'opération n'auront pas de mots à dire sur celle-ci.

Le droit international sera encore affaibli même si l'utilisation de la force militaire sans l'autorisation du Conseil de sécurité des Nations unies devra se cantonner à quand « l'action immédiate est nécessaire pour protéger un plus grand nombre d'être humains ».

Même si actuellement ces propositions n'ont pas été officiellement présentées, on peut penser qu'elles auront la part belle dans les discussions.

Alors que les États-Unis tentent déjà de mettre en place une défense antimissile avec des bases en Pologne et en République Tchèque, l'Otan va aussi développer ce mode de défense. Ce sera aussi l'un des sujets au programme du sommet de l'Otan en avril 2009, à Strasbourg et Baden Baden.

L'expansion de l'Otan, particulièrement vers l'Est va de pair avec son développement. L'Albanie et la Croatie vont probablement être enfin acceptées comme membres lors du sommet de Strasbourg et Baden Baden. L'Otan tente aussi d'inclure l'Ukraine, la Géorgie, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine ; avec tous ces pays, il existe des accords de partenariat bilatéraux dont l'objectif à long terme est l'intégration dans l'Otan.

Andreas Speck

L'Otan et la traite des blanches

Les femmes ont un rapport à l'armée très variable : Elles commandent des régiments, s'engagent comme soldats, travaillent dans l'industrie de l'armement, nettoient les cuisines et les toilettes des bases militaires... ou alors s'opposent à l'armée dans des manifestations ou des camps pour la paix. D'autres femmes n'ont que peu de choix quant à leur relation avec l'armée : elles sont tuées, blessées, mises à la rue, et endeuillées par la guerre. Certaines sont recrutées, parfois volontairement mais le plus souvent de force, pour donner leur faveurs sexuelles au personnel militaire masculin. La plupart de ces femmes et filles sont issues du trafic de la prostitution forcée.

Le conflit en ex-Yougoslavie a engendré, en 1995, la présence de 30 000 personnels de l'Otan en Bosnie Herzégovine et ils seront 40 000 quelques années plus tard au Kosovo.

Une industrie du sexe étendue au service des hommes et basée sur la traite des blanches fut introduite dans ces pays et en Macédoine, où étaient cantonnés les hommes de l'Otan au repos.

Où les infrastructures sont dévastées, le chômage massif et les économies fonctionnent péniblement, le trafic permet tant au crime organisé qu'à des « entreprises individuelles » d'entrer facilement dans l'économie libérale de marché. L'Otan fabrique la demande : l'estimation des sommes dépensées sur place par les forces des membres de l'Otan entre le 24 mars et le 10 juin 1999 dans les Balkans se monte à 40 millions de dollars mensuels. Les pays post-communistes de l'Europe de l'Est voisine, tels la Bulgarie, l'Ukraine, la Russie, la Roumanie et la Moldavie traversant des difficultés économiques, ont fourni la marchandise : femmes et filles.

Certaines étaient plus que volontaires pour passer à « l'Ouest », avec la promesse de perspectives pour un bon emploi comme serveuses, danseuses, barmaid, à un salaire dont elles pouvaient à peine rêver à la maison. Si certaines comprirent qu'elles devaient être « passées » clandestinement vers les Balkans, aucune n'était préparée à la violence et à l'exploitation sexuelle qui les attendaient une fois arrivées. Dans la mise en œuvre du trafic, les femmes sont forcées, menacées, battues et violées par leurs proxénètes afin de les maintenir dociles. Leurs papiers leur sont retirés et leurs déplacements contrôlés ; elles sont souvent séquestrées. Les salaires promis se matérialisent rarement : ils sont détenus par les trafiquants pour rembourser la supposée dette des femmes à leur encontre (pour les vêtements et les produits de beauté, par exemple) ou simplement pour les empêcher de s'échapper.

Tant en Bosnie qu'au Kosovo, des soldats, des sous-traitants de l'Otan ainsi que des membres de la police des Nations unies était activement impliqués dans le trafic, récupérant les femmes et filles aux frontières, les faisant entrer clandestinement dans les bases et agissant comme maquereaux. Pendant des années, l'Otan a fermé les yeux sur la situation, suggérant que les malfrats n'étaient que des cas isolés. La complicité a tout de même été poussée en 2002 jusqu'à la fermeture d'une enquête au Kosovo par du personnel de l'Otan sur les abus à l'encontre de femmes russes et ukrainiennes par des soldats russes qui était aussi soupçonnés de participer au trafic. Cette enquête fut stoppée de manière à ne pas menacer les relations de l'Otan avec la Russie.

Peut-être à la suite de précédents d'exploitation sexuelle en d'autres lieux, les États-Unis ont tenté d'éviter l'implication de leurs hommes dans le trafic des femmes et dans l'exploitation de ces filles et femmes au Kosovo et en Bosnie. Les personnels n'étaient pas autorisés à sortir de leur base sauf en cas de mission officielle. Cela n'a pas pour autant empêché des femmes d'être introduites dans les bases, ni le développement d'une industrie du sexe dans la ville de Ferizaj (Kosovo), à deux pas de la base de Bondsteel qui était alors la plus importante base américaine en Europe.

Au sommet d'Istanbul en 2004, a été adoptée une politique de l'Otan contre le trafic des êtres humains, laquelle décrit la traite des blanches comme étant un crime, une violation des droits de l'homme et un « mode d'esclavage moderne, qui alimente la corruption et la criminalité organisée ». Cependant, aux yeux de l'Otan, la prostitution est principalement une question de sécurité. Ainsi cette politique suggère que la prostitution a le potentiel de « déstabiliser les gouvernements fragiles ». Ainsi, alors que cette politique reconnaît que les forces de l'Otan sont une partie du problème et se donne les moyens « d'assurer un modèle de comportements individuels », elle n'interdit pas formellement aux forces de l'Otan de faciliter le trafic, d'y participer, ou d'avoir des relations sexuelles avec des victimes du trafic. Des sous-traitants privés en contrats avec l'Otan peuvent être pénalisés pour leur implication dans un tel trafic mais pour ce qui est des quelques exemples que nous connaissons, ils ont tout juste été rapatriés.

En théorie, touTEs les militaires de l'Otan reçoivent une formation de sensibilisation « au problème de la traite des êtres humains afin de leur faire prendre conscience de l'impact que cet esclavage des temps modernes a sur les droits de l'homme, la stabilité et la sécurité ». Des instructions leur interdisant la participation au trafic leurs sont données, et au Kosovo, ils leur fut interdit de se rendre dans les bars et clubs où travaillaient ces victimes de la traite. Dans les faits, cependant, cette politique a échoué car chaque État membres est libre de l'interpréter à sa guise. Tandis qu'un ou deux pays ont sanctionné des soldats impliqués dans la traite d'êtres humains, l'immunité face aux poursuites judiciaires accordées aux forces de l'Otan signifient que dans le cadre de l'Alliance, aucun suspect de trafic n'a été traduit en justice.

Pour les antimilitaristes féministes, l'opposition à l'Otan inclue des propositions alternatives à la sécurité par l'armée. Une sécurité pleine et entière signifie que filles et femmes peuvent vivre sans subir de violences, sans être forcées, et en étant libérées de la pauvreté qui les jette entre les mains des trafiquants. L'Otan devrait commencer à prendre sa politique contre la traite au sérieux et à agir pour apporter une réelle sécurité aux femmes.

Sian Jones, Women in Black (les Femmes en Noir), Londres



Un soldat allemand au Kosovo

Le sommet de l'Otan 2009 : une zone en marge de la démocratie

La démocratie n'a pas sa place quand l'Alliance des démocraties se réunit.

À l'occasion des célébrations du 60e anniversaire de l'Otan à Baden-Baden, Kehl et Strasbourg, les 3 et 4 avril 2009, les beaux discours sur les valeurs démocratiques et sur la nécessité de défendre la démocratie contre de multiples menaces seront nombreux. Mais pendant que l'Otan parlera sans doute de démocratie, celle-ci sera temporairement suspendue dans de nombreux secteurs de Baden-Baden, Kehl et Strasbourg.

Zones de sécurité et « zones rouges »

Le plan complet des « zones de sécurité » et des zones sous contrôle n'est pas encore précisé mais il est clair que cette opération de sécurité atteint un niveau sans précédent quant aux restrictions de la liberté de mouvement, de la liberté de réunion et du droit de manifestation.

Ce qui est actuellement connu pour Strasbourg est la restriction de l'accès à toute la vieille ville aux détenteurs et détentrices d'un passe spécifique. Tous les marchés, écoles, crèches, monuments historiques et bien d'autres lieux seront fermés le 4 avril. De plus, les tramways n'entreront pas dans la zone de sécurité, et les trains de Strasbourg pour l'Allemagne seront supprimés du vendredi après-midi au samedi matin. Le maire de Strasbourg Robert Herrmann a conseillé aux touristes de ne pas venir visiter Strasbourg le 4 avril.

À Kehl, 700 personnes qui vivent près de la passerelle sur le Rhin lieu choisi pour la poignée de main symbolique entre les chefs d'États et de gouvernements seront particulièrement concernées. Du vendredi soir au samedi matin, il leur sera interdit de quitter leur domicile sans accord préalable de la police et uniquement sous escorte policière. De plus l'accès au pont de l'Europe, principal point de passage routier sera fermé pour plusieurs heures et même le trafic fluvial sur le Rhin sera stoppé.

Un plan similaire sera appliqué à Baden-Baden, où la chancelière allemande Angela Merkel recevra les chefs d'États et de gouvernements le 3 avril, à 17 h 30, avant de dîner au Kurhaus, un casino des thermes de Baden-Baden. Nous n'avons pas encore les infos concernant cette ville mais nous nous attendons à des zones fermées.

La démocratie est suspendue

Toute cette sécurité laisse peu de place au droit démocratique de manifester. Au moment où nous mettons sous presse, la préfecture a interrompu les négociations avec le Comité de coordination international « No to NATO 2009 » sur le tracé de la manifestation prévue le 4 avril 2009. Alors que les organisateurs de la manifestation veulent un tracé menant la manifestation à proximité du sommet lui-même, les autorités ne veulent aucune manifestation dans le centre de Strasbourg, et entendent dévier la manifestation en périphérie, où elle sera cachée aux yeux et oreilles des présidents et Premiers ministres des États membres de l'Otan. Ces mesures sont en opposition avec la Constitution française et avec la Convention européenne des droits de l'homme puisqu'elles nient le droit aux citoyens de s'exprimer à portée de l'objet de leur manifestation. Ainsi, la manière dont est organisée le sommet de l'Otan transforme tous les discours et déclarations sur la démocratie qui pourraient être fait lors du sommet en une gigantesque farce.

Bloquons l'Otan avec « block NATO »

Néanmoins des préparatifs sont bien avancés pour nous opposer à l'Otan. L'internationale des résistantEs à la guerre participe à une coalition de groupes planifiant le blocage du sommet de l'Alliance. Au sein de ce cadre dénommé « block NATO » initié lors de la conférence des militantEs de Strasbourg, les 14 et 15 février, l'IRG travaille étroitement avec sa section belge Vredesactie et un éventail de groupes nonviolents allemands pour organiser un point de blocage (lire l'appel p. 1 & 2).

Nous nous retrouverons au camp autogéré de Strasbourg (à La Ganzau), pour finaliser les préparatifs pour l'action et proposer une dernière possibilité de se former à l'action nonviolente. Pour que ce blocage soit un succès, nous avons besoin de votre soutien. Venez à Strasbourg du 1er au 5 avril 2009, pour revendiquer la démocratie !

Andreas Speck

Appel pour la défense du droit à manifester contre l'Otan dans la ville de Strasbourg le 4 avril

Expéditeur : Comité pour les droits élémentaires et la démocratie, Martin Singe, Aquinostr. 711, D50670 Cologne, Tél. +492219726920

Le 17 février 2009

Destinataires :
Le ministre de l'Intérieur français
L'ambassade de France en Allemagne
Les membres du Parlement européen

Mesdames, Messieurs,

Lors de la récente conférence internationale qui s'est tenue à Strasbourg les 14 et 15 février 2009, réunie pour préparer les manifestations et les actions d'opposition à l'Otan prévues lors du sommet des 3 et 4 avril 2009, les présents et présentes ont appris l'interdiction de toute manifestation dans le centre ville. De plus une « zone rouge » dont l'accès sera limité aux détenteurs et détentrices de passes ainsi qu'un nouveau système de vidéosurveillance seront mis en place. Les frontières internes à l'espace Schengen vont soudainement être restaurées reflétant le leitmotiv : oui à une tornade militaire internationale, non à une action démocratique internationale et populaire. Pour les 350 et plus participants et participantes à la conférence internationale préparatoire, cette restriction des droits fondamentaux est inacceptable. Le mouvement pacifiste va maintenir son intention de manifester contre le sommet de l'Otan en centre ville de Strasbourg avec des milliers de citoyens. Le Comité pour les droits élémentaires et la démocratie a été fondé en 1980 par des participants et des participantes du Tribunal Russell sur la situation relative aux droits de l'homme en République fédérale d'Allemagne (RFA) entre 1978 et 1979.

Dans le cadre de ses activités et en coopération avec le mouvement pacifiste, le Comité soutient l'appel à des manifestations pacifiques autour du sommet de l'Otan. Les restrictions massives contre le droit de se réunir et de manifester qui sont planifiées sont incompatibles avec la démocratie et les droits des citoyens. Elles reflètent les peurs ancrées de l'appareil d'État face à la vraie « souveraineté » – celle des citoyens et des citoyennes. À l'occasion de la réunion de l'Otan, l'administration policière et militaire veut imposer le bouclage d'une région toute entière, entre Baden-Baden et Strasbourg, pour que le sommet ne soit pas dérangé par l'action citoyenne. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne proclamée avec tant de faste serait pervertie par la puissance de l'Otan. Le droit à la liberté d'opinion et de réunion, et donc le droit de manifester sont assurément le socle démocratique pour les citoyens au sein d'un régime constitutionnel d'une démocratie représentative sans lequel ces citoyens sont privés de tout espace ou presque pour exprimer directement leur citoyenneté souveraine. Nous demandons ainsi à tous les hommes et femmes politiques de refuser toute remise en cause des libertés fondamentales pendant le sommet de l'Otan. Les préparatifs stratégiques de type guerrier de cette alliance doivent faire face au débat public et critique, de même qu'à l'opposition publique.

Les citoyens et les citoyennes n'accepteront pas une démocratie sous le joug d'un état d'urgence policier et militaire. Nous en appelons aux ministres et aux autorités publiques responsables afin qu'ils s'engagent pour le droit sans restrictions de manifester pendant le sommet de l'Otan, le premier week-end d'avril, entre Baden-Baden et Strasbourg.

Sincèrement votre,
Martin Singe

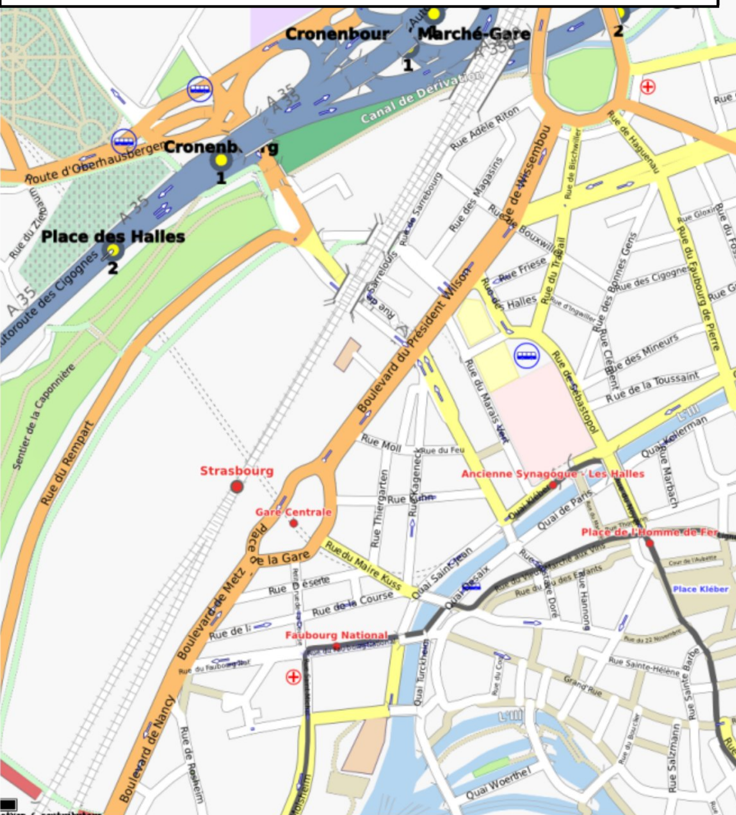
Wacken :

Le parc des expositions accueillera le centre média d'une capacité d'accueil de 1 200 journalistes. Des navettes en partiront pour les évènements du sommet se déroulant en Allemagne.



Le Palais de la Musique et des Congrès :

Lieu principal du sommet de l'OTAN à Strasbourg où se dérouleront les réunions officielles avec toutes les délégations. Le sommet y débutera à 10 h pour se terminer à 15 h.



Le Palais des Rohan :

Lieu où se retrouveront les chefs d'Etats et de gouvernement pour déjeuner le 4 avril. L'heure exacte n'est pas encore connue.



NATO

60 ANNÉES SONT 60 DE TROP !

Les Zones de sécurité

Quand l'Otan se réunira à Strasbourg, la ville sera transformée en une forteresse militaire avec une sécurité pour le sommet pouvant atteindre 25 000 policiers qui ne laissera en pratique aucune place à une opposition démocratique. Au moment de mettre sous presse, le pourtour exact des zones de sécurité à Strasbourg n'est pas connu. Il est cependant évident que :

- Les zones de sécurité seront au moins au nombre de deux : l'une autour du Palais de la Musique et des Congrès ainsi que du parc des exposition de Wacken, l'autre autour du Palais de Rohan et de la Cathédrale.
- D'ici le 4 avril, d'autres zones de sécurité pourraient être instaurées.
- Le lycée Kleber sera entièrement fermé les 3 et 4 avril.
- Les marchés seront fermés.

Avec de telles zones de sécurité, peu de place reste pour une opposition démocratique.

Le bureau d'accréditation des médias :

Il se situera au Cap Europe, rue de Bitche. L'accès de fera par la rue Jean Frédéric Oberlin.

La passerelle :

Le 4 avril à 8h30 aura lieu sur la passerelle reliant Strasbourg à Kehl une séance de « poignées de main ».

Kehl

Carte basée sur OpenStreetMap.org

L'Otan et les armes nucléaires : un défi à travers l'Europe

Il est temps de bouter les armes nucléaires hors d'Europe. Pour son 60e anniversaire, l'Otan doit comprendre l'inutilité des armes nucléaires pour nous comme pour l'Alliance. Conçues pour la guerre froide, les armes nucléaires sont pires que déplacées dans l'actuel environnement de sécurité. Même chez les militaires, de telles armes sont de plus en plus perçues comme obsolètes, militairement inappropriées et engloutissant des ressources réclamées par l'armée pour la guerre conventionnelle.

Même à l'apogée de la guerre froide, les seuls membres de l'Otan à posséder l'arme nucléaire étaient les États-Unis et le Royaume-Uni (avec un arsenal plus ou moins sous contrôle américain depuis 1958). En théorie les armes nucléaires britanniques comme les américaines font partie de l'arsenal nucléaire de l'Otan, mais pour ce qui est de leur déploiement, chaque État en assume le commandement (même si ce n'est pas vraiment le cas dans la pratique pour le Royaume-Uni). Si la France est membre de l'Otan, ses armes nucléaires en sont indépendantes.

Des signes d'évolution apparaissent. Même si les États-Unis, le Royaume Uni et la France ont tous commencé à développer de nouveaux systèmes d'armements nucléaires. Chacun a été condamné en 2008 pour avoir poursuivi la prolifération, par la majorité des pays signataires du TNP (Traité de non prolifération) ne disposant pas de l'arme nucléaire. En Europe, la Norvège et l'Allemagne ont fait pression pour que la politique de contrôle des armes soit entièrement révisée. Dans les pays européens accueillant des armes nucléaires américaines, l'opposition politique comme publique va croissant. En février, Obama a annoncé la réduction des armes nucléaires comme étant une priorité, cherchant à faire baisser les tensions vieilles de la guerre froide, et suggérant que l'objectif des États-Unis comme de la Russie devrait permettre de réduire à 1 000 le nombre de têtes nucléaires pour la renégociation du START, le Traité de réduction des armes stratégiques entre les États-Unis et l'ex-Union soviétique, négociations prévues pour cette année.



Test de lancement d'un missile Trident II

Les militantEs peuvent faire fructifier ces évolutions. Alors que l'Otan atteint la soixantaine, des signes montrent qu'elle commencera, en avril, à réviser son Concept stratégique, donc sa politique nucléaire. Il y aussi des indications que tant les États Unis que les pays européens d'accueil cherchent un moyen de retirer les armes nucléaires tactiques d'Europe, sans qu'aucune des deux parties ne perdent la face.

Les armes nucléaires américaines sont stockées sous couvert du Concept stratégique en Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Turquie ; cet arrangement est connu sous la dénomination « partage nucléaire ». Il y a probablement, au maximum, 350 armes nucléaires tactiques américaines stationnées en Europe. Les Bombes gravitationnelle de type B-61 sont conservées à la base aérienne de Kleine Brogel (Belgique), de Büchel (Allemagne) et de Volkel (Pays-Bas). L'Italie accueille entre 70 et 90 bombes nucléaires à Aviano et Ghedi Torre ; 50 à 90 autres sont postées à la base aérienne d'Incirlik (Turquie). Avant leur retrait en juillet 2008, plus de 100 autres étaient basées à Lakenheath (Royaume Uni). À l'exception de la Turquie, ces bombes peuvent en théorie être larguées par les pilotes et avions américains mais aussi par ceux du pays d'accueil. D'après le droit international, ce « partage nucléaire » est illégal. Le TNP interdit aux pays détenteurs de l'arme nucléaire, tels les État-Unis, le transfert d'armement nucléaire, y compris le contrôle direct ou indirect de l'arme nucléaire, vers des pays non détenteurs tels l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, les Pays Bas et la Turquie. Le TNP interdit aussi aux pays non détenteurs d'acquérir de telles armes. Les États-Unis considèrent ne pas violer le TNP, puisque l'accord de coopération de l'Otan est antérieur au TNP. Mais, même aux États-Unis, peu soutiennent cette position : selon un sondage récent, plus de la moitié des citoyenNEs américainEs considère qu'il devrait être mis fin au partage nucléaire, celui-ci pouvant être une violation du TNP. De même, peu de pays « d'accueil » sont très enthousiastes quant au partage nucléaire. Si le gouvernement allemand a officiellement indiqué qu'il continuera d'héberger les armes américaines dans un avenir proche, l'ONG Basic indique que cet engagement pourrait rapidement être à nouveau l'objet de débats, lorsqu'il sera décidé ou non de renouveler les avions Tornado (lesquels portent actuellement les B-61) par des Eurofighters Typhoon ; le gouvernement aurait signifié en 2004 au parlement son intention de ne pas donner à l'Eurofigher la certification nécessaire au transport des armes nucléaires.

D'après Hans M. Kristensen de Basic, plus de 70 % des Allemands et des Italiens veulent que leur pays et l'Europe soient délivrés de l'arme nucléaire ; plus de 63 % en Belgique et au Pays-Bas s'opposent à la pratique du partage nucléaire ; pourcentage qui dépasse 88 % en Turquie à la suite de l'opposition publique massive face à l'accueil des forces américaines pour la guerre en Irak. N'importe lequel de ces États pourrait donc, à tout moment, remettre en cause cet arrangement avec les américains comme l'ont déjà fait la Grèce, la Corée du Sud et le Japon (cf. http://www.basicint.org/gtz/gtz11.htm).

Au Royaume Uni, à l'Atomic Weapons Establishment d'Aldermaston, un programme ambitieux d'équipement est mis en place pour élaborer un successeur au système Trident. Le système britannique, du missile (sous licence américaine) jusqu'aux entreprises américaines (Lockheed Martin et Jacobs Engineering) qui fait tourner Aldermaston pour le gouvernement, en passant par le niveau des objectifs est sous la coupe des États Unis. Depuis l'accord de défense mutuel de 1958, Aldermaston a développé des têtes nucléaires en collaboration avec des sites américains : de récents rapports ont confirmé qu'Aldermaston travaille actuellement au coûteux programme américain « Reliable Replacement Warhead », sous la bannière de ce que le Royaume Uni appelle « High Surety Warhead ».

En France, si Sarkozy a annoncé en 2008 une réduction de la force aérienne stratégique, le nouveau missile de longue portée M51 équipé de nouvelles têtes nucléaires sera, lui, opérationnel en 2010. Il y a aussi des signes selon lesquels l'actuelle stratégie nucléaire de la France est amenée à évoluer, Sarkozy laissant planer la possibilité d'une approche commune avec la Grande Bretagne de la politique nucléaire pour concevoir ensemble les arsenaux atomiques pour la « défense » de l'Europe.



Il est temps d'agir !

Même l'Otan admet ne pas envisager

d'utiliser les armes nucléaires. L'actuel Concept stratégique indique : « Bien que [les forces nucléaires] soient maintenues dans le cadre de la politique de dissuasion de l'Alliance [...] leur rôle est désormais de nature essentiellement politique, et elles ne sont plus dirigées vers une menace spécifique. » L'idée selon laquelle les armes nucléaires empêchent les guerres est caduque depuis fort longtemps. Si les États-Unis et le Royaume Uni aspirent peut-être à une nouvelle génération « politique » de missiles balistiques de longue portée, il n'y a pas de motif politique rationnel pour des armes nucléaires stratégiques. Même sous l'administration Bush, le Pentagone considérait la possibilité de diminuer voire mettre fin à leur déploiement en Europe. D'après une analyse récente de Basic, « l'administration Obama […] verra à sonder les opinions [quant au retrait] à travers l'Alliance et au-delà des pays d'accueil avant d'engager toute modification majeure. » Avec un peu de pression politique, leur retrait pourrait devenir réalité, et l'affaire doit être bouclée avant que les États-Unis ne publient leur nouvelle révision de la position nucléaire (NPR, Nuclear Posture Review) qui a été annoncée pour fin 2009 ou début 2010. Les gouvernements tant européens qu'américains doivent comprendre le message. C'est aussi le moment d'empêcher l'Otan de revoir sa copie concernant les attaques nucléaires préventives envisagées. Si la politique de la « première frappe » est la doctrine des États-Unis depuis la NPR de 2002, l'Otan n'y a pour l'instant pas souscrit mais les pressions, y compris de la part d'anciens chefs militaires, ne cessent de croître depuis début 2008 pour que cela change. Nous devons nous assurer que l'Otan rejette cette doctrine américaine et s'en tient à son actuelle posture.

Dans les années 80, un mouvement antinucléaire populaire transversal aux pays membres de l'Otan a réussi à obtenir le retrait des missiles américains Pershing et Cruise. 2009 présente une opportunité de se débarrasser des remugles de la guerre froide et de faire retirer les armes nucléaires américaines d'Europe, une première étape pour démanteler l'arsenal nucléaire de l'Otan. L’étape suivante sera d'arrêter le développement de la prochaine génération d'armes nucléaires Trident au Royaume Uni et le déploiement du nouveau système d'armement nucléaire en France (et, à en croire l'ouverture de Sarkozy, éviter son ajout à l'arsenal nucléaire européen). Nous avons une chance de débarrasser l'Europe de ses armes de destructions massives, saisissons là !

Sian Jones
Aldermaston Women Peace Camp(aign), militante du Camp (de la Campagne) pour la paix des femmes à Aldermaston, http://www.aldermaston.net

Frères d’esprit :

Intensification de la coopération Europe - Otan

Ce n’est pas tant en raison de la grave crise économique et des problèmes militaires des États-Unis que le nouveau président Barack Obama cherche à serrer les coudes avec ses alliés européens. En échange d’un pouvoir politique croissant, les États européens soutiendraient militairement encore plus fortement les États-Unis pour le maintien de l’ordre mondial occidental.

Il est possible de pointer d’ores et déjà les premiers signes d’un tel « partage de la charge » et d’un rôle croissant de l’Otan. Dès aujourd’hui, l’Europe peut utiliser les capacités de l’Otan pour mener des opérations militaires dans le cadre de l’accord Berlin +, tel qu’il est actuellement pratiqué en Bosnie. Cependant il y a aussi de plus en plus de débats sérieux pour instaurer le processus inverse et permettre à l’Otan d’avoir accès aux capacités civiles de l’Europe pour mener ses guerres (Berlin + inversé). La présidence du Conseil de l’Europe, qui incombe jusqu’à l’été 2009 à la République tchèque, a donné son mot d’ordre principal : l’amélioration du partenariat avec l’Otan dans le cadre de la politique militaire de l’Union européenne. Un rapport, rédigé sous la direction d’Ari Vatanen (groupe parlementaire des conservateurs français), a été adopté à la mi-février, avec une très faible majorité ; il demande au Parlement européen d’augmenter le travail en commun entre l’Europe et l’Otan, notamment à travers l’établissement de structures permanentes de coopération. Pour couronner le tout, au sommet de l’Otan, en avril, à Strasbourg, Baden-Baden et Kehl, le gouvernement français veut réintégrer pleinement les structures militaires de l’Otan, après plus de quarante ans d’absence. Pour cela, la France devrait être récompensée par un important poste de commandement.

Autre domaine d’intense coopération : l’Irak. Barack Obama n’a pas fixé d’échéance pour le retrait des troupes américaines. Selon Robert Gates, inamovible ministre de la Défense, plus de 40 000 soldats peuvent occuper le pays pour des décennies. À peine une semaine après l’élection d’Obama, le Conseil de l’Europe décide que la mission EU JUST LEX entraînera dès la mi-2009 les forces régulières d’Irak, et, ainsi, elle soutient directement les États-Unis dans leur occupation militaire. En décembre 2008, l’Otan dans sa totalité a pris une décision similaire.

Mais l’aspect le plus important reste la demande des États-Unis pour une aide plus large et significative dans la guerre en Afghanistan. Barack Obama veut envoyer plus de 30 000 soldats en sus des 55 000 déjà sur place. Au même moment, il insiste avec véhémence pour que l’Union européenne augmente massivement ses troupes d’occupation. Les États européens y sont déjà favorables – par exemple, M. Jung, ministre de la Défense allemand, avait annoncé, lors de la conférence sur la « sécurité » de Munich, que son pays fournira des contingents supplémentaires pour la Force de réaction rapide, en charge des opérations de contre insurrection dans le Nord de l’Afghanistan.

Tout ceci croît ensemble et forme une unité : l’Union européenne et l’Otan travaillent de plus en plus fortement pour joindre leurs efforts, planifier et mener leurs guerres.

Tobias Pflüger
Membre du Parlement européen

NEIN zur NATO
Nein zum Krieg
NON à l'OTAN
Non à la guerre
NO to NATO
No to war
Strasbourg
+ Baden-Baden
1–5 April 2009
4/4 Demonstration
Strasbourg
www.no-to-nato.org

Non à l'Otan

Resistance du 1er au 5 avril April 2009

Suite à l'appel international « Non à la guerre, non à l'Otan », adopté lors de la conférence internationale de préparation de Stuttgart le 5 octobre 2008, un programme d'action et de mobilisation a été mis en place pour la période du sommet de l'Otan. Il comprend :

- Un village solidaire international du 1er au 5 avril 2009 à Strasbourg.
- Une conférence internationale le 3 avril 2009 à Strasbourg.
- Des actions de désobéissance civile à Baden-Baden le 3 April 2009, pendant la rencontre des Ministres des Affaires étrangères et le dîner de gala des Chefs d’Etats.
- Une manifestation internationale à Strasbourg le 4 avril 2009, avec une manifestation au départ de Kehl s'y raccordant.
- Des actions de désobéissance civile à Strasbourg le matin du 4 avril 2009.
- Une contre-conférence le 5 avril 2009 à Strasbourg

Pour plus d'information :

- Le Comité international de coordination : http://notonato.org
- NATOZU (avec la participation de l'IRG) : http://natozu.de
- BlockNATO : http://blocknato.org
- Résistance des deux rives: http://natogipfel2009.blogspot.de

Documentation sur l'objection de conscience dans l'Union européenne.

Publiée par Tobias Pflüger, membre du conseil de l'IRG et député européen

En novembre 2008, Tobias Pflüger, membre du conseil de l'IRG et député européen, a publié un nouvel ouvrage sur « Les militaires de carrière et le droit à l'objection de conscience dans l'Union européenne », basé sur une recherche de l'Internationale des résistantEs à la guerre. Cette publication donne une vision globale de la situation actuelle du droit à l'objection de conscience dans l'Union européenne, y compris les pays candidats : Croatie, Turquie et Macédoine. Il a été produit en étroite collaboration avec l'Internationale des résistantEs à la guerre (IRG). Il est construit à partir de l'étude générale de la situation des objecteurs de conscience menée depuis 1998 par l'IRG, avec des mises à jour par le Conseil des Quakers pour les affaires européennes depuis 2005.

Pour la première fois, cette étude vise à donner une information systématique sur le droit à l'objection de conscience pour les soldats de métier ou sous contrat. Il était devenu clair qu'il y avait un manque d'information à ce sujet.

Avec l'évolution vers une professionalisation des armées en Europe, une autre tendance généralement passée inaperçue fut mise en évidence : le droit à l'objection de conscience, qui avait été largement reconnu dans l'Union européenne, a été affaibli.

Avec l'augmentation du recours aux militaires professionnels dans le cadre de l'Otan, de l'Union européenne ou des Nations unies (ou dans le cadre de coalitions de circonstances), le droit à l'objection de conscience est plus important que jamais pour ces soldats qui en ont besoin.

Cette publication est disponible gratuitement auprès de l'IRG et du bureau du député européen Tobias Pflüger. Néanmoins, seuls les frais d'emballage et de port sont à acquiter. Merci de contacter le siège de l'IRG pour plus d'information à info@wri-irg.org.

Une Otan mondiale ?

De l'Otan à une « alliance mondiale des démocraties » ?

Surtout mais pas seulement depuis la fin de la guerre froide, L'Otan (l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) s'est considérablement étendue et bien au-delà de la région « Nord Atlantique ». En fait, l'expansion de l'Otan s'est principalement faite en Europe de l'Est et du Sud. Mais l'Otan est plus qu'une affaire nord-américaine et européenne : c'est maintenant un ensemble mondial de connections et de partenariats, et certains stratèges proposent d'élargir l'Otan en une « alliance mondiale des démocraties ».

Dans un « Mémorendum pour le nouveau président » de fiction, Will Marshall, de l'influent « Conseil du leadership démocratique », suggère : « Vous devriez saisir l'opportunité de conduire la transformation de l'Otan d'un pacte nord-aménaricain et européen en une alliance mondiale des nations libres. En ouvrant ses portes au Japon, à l'Australie, à l'Inde, au Chili, et à une poignée d'autres démocraties stables, l'Otan augmenterait ses ressources, à la fois humaines et financières. Qui plus est, l'Otan reforcerait la légitimité politique à opérer à l'échelle mondiale » [1].

Aujourd'hui déjà, l'Otan entretien une coopération étroite avec le groupe pes « Pays de contact », actuellement constitué de l'Australie, du Japon, de la Corée du sud et de la Nouvelle Zélande. À son sommet de Riga, en novembre 2006, l'Otan a prévu d'augmenter son efficacité opérationnelle en lien avec les Pays de contact intéressés, et en particulier de renforcer sa capacité à travailler avec les contributeurs actuels ou potentiels à ses opérations.

L'Otan a coopéré avec des pays qui ne sont pas des pays partenaires depuis les années 1990. Par exemple, un dialogue politique avec le Japon a commencé en 1990, et l'Argentine et le Chili ont contribué aux missions de l'Otan en Bosnie-Herzégovine [2].

L'Otan courtise aussi l'Inde, partenaire clé potentiel contre la chine, mais aussi en relation avec l'Afrique. Le Dialogue méditerranée (depuis 1995 avec six pays – Egypte, Israël, Jordanie, Mauritanie, Maroc et Tunisie et l'Algérie s'y est jointe en 2000). [3] et l'Initiative de coopération d'Istanbul (depuis 2004) ont pour but d'accroitre l'influence de l'Otan dans la région du Golfe, avec Bahreïn, le Qatar, le Koweït et les Emirats arabes unis qui font formellement partie de l'ICI. De plus, l'Arabie saoudite et le sultanat d'Oman « montrent un grand intérêt » [4].

Tuer l'ONU.

Pendant que du côté conservateur des Etats-unis l'idée d'une alliance mondiale des démocraties est ouvertement prêchée dans un « objectif masqué » de tuer l'ONU, les démocrates sont généralement un peu plus diplomates sur ce sujet. Bien qu'ils ne veulent pas « tuer l'ONU », ils veulent un « concert des démocraties » comme un autre forum qui peut utiliser l'usage de la force (intervention militaire) dans les cas où un veto du Conseil de sécurité de l'ONU « empêche les nations libres de rester fidèles aux principes de la Charte des Nations unies »[6].

Ivo Daalder, un conseiller en politique étrangère d'Obama au début de la campagne, est un protagoniste de cette nouvelle Otan mondiale. Il écrivait en 2006 : « l'Otan devrait voir ces partenariats mondiaux non comme un objectif final, mais comme un premier pas vers une adhésion formelle. [...] Les nouveaux partenariats mondiaux de l'Otan devraient jouer un rôle similaire en préparant l'alliance à se transformer d'une entité transatlantique en une entité mondiale. L'Otan n'a



En route pour les USA, un avion cargo de type IL78 de l'Armée de l'air indienne rejoignant les manoeuvres « Red Flag 2008 » est guidé sur le tarmac de la base aérienne de Mont de Marsan.

pas besoin de décider à l'avance quels pays elle inviterait à rejoindre ses rangs; elle a seulement besoin de décider que l'adhésion devrait par principe être ouverte à des pays non-européens » [7].

Dans quel but ?

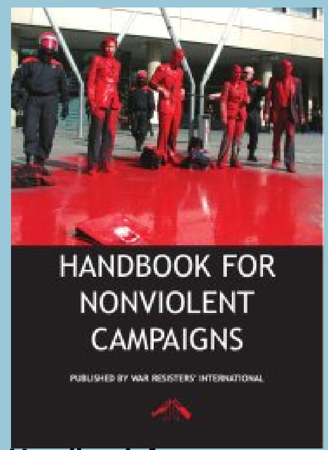
Derrière tous les beaux discours du dimanche à propos des valeurs démocratiques, il est clair que cette « alliance des démocraties » n'a pas pour sujet la démocratie. L'Otan et les stratèges américains s'attendent à une nouvelle confrontation avec la Chine et la Russie d'un côté, et l'« Occident » de l'autre, dans la compétition pour le contrôle des ressources, en particulier le pétrole et d'autres matières premières, qui se raréfient. Dans ce scénario, l'Otan et une alliance mondiale des démocratie renforceraient l'hégémonie occidentale au niveau mondial, et donc l'accès aux ressources, par la force si besoin est.

Comme l'influence des Etats-unis à l'ONU est durablement faible, un autre forum est nécessaire pour fournir une justification à l'opinion publique. Le débat de l''Otan autour d'un nouveau Concept stratégique, qui incluera la capacité d'agir sans autorisation de l'ONU, est un pas important dans cette direction. Il est grand temps de mettre un grain de sable dans l'engrenage.

Andreas Speck

Notes:

[1] Will Marshall : « Memorendum pour le nouveau President », le 15 janvier 2009, http://www.ppionline.org/ppi_ci.cfm?knlgAreaID=450020&subsecID=900194&co...
[2] Otan : les relations de l'Otan avec les pays de la Zone de contact, http://www.nato.int/issues/contact_countries/index.html, mis en ligne le 19 février 2009
[3] Otan : le Dialogue méditerranéen de l'Otan, http://www.nato.int/med-dial/summary.htm, mis en ligne le 19 février 2009
[4] Otan : Initiative de coopération d'Istanbul (ICI), http://www.nato.int/issues/ici/index.html, mis en ligne le 19 février 2009
[5] Charles Krauthammer : Rapport spécial avec Brit Hume, Fox News Network, le 26 mars 2008, http://www.foxnews.com/story/0,2933,342137,00.html
[6] Ikenberger, John & Slaughter, Anne-Marie : « Forger un monde de liberté dans le cadre de la loi », septembre 2006, p26, http://www.princeton.edu/~ppns/report/FinalReport.pdf, mis en ligne le 19 février 2009
[7] Ivo Daalder et James Goldgeier : « L'Otan mondiale » dans Foreign Affairs, septembre/octobre 2006, http://www.foreignaffairs.org/20060901faessay85509-p0/ivo-daalder-james-..., mis en ligne le 19 février 2009



Handbook for Nonviolent campaigns

Un manuel pour des campagnes nonviolentes (en anglais)

Les évolutions sociales n'arrivent pas par miracle. Elles sont le résultat du travail de personnes engagées pour un monde de paix et de justice. Ce travail se fait au sein de groupes ou groupuscules de militantEs, au cours de discussions, de formations, et de réflexions sur les expériences passées, en préparant, en expérimentant et en apprenant les uns des autres. Se préparer à notre travail pour la justice social est la clé du succès.

Le manuel comprend des chapitres sur :

- développer des campagnes nonviolentes avec stratégie,
- se préparer à des actions nonviolentes efficaces (compléter d'une check-list),
- des exercices pour travailler la nonviolence (y compris la dynamique de groupe et la relation homme-femme dans le groupe),
- des témoignages et des stratégies montrant l'utilisation d'outil d'organisation nonviolente dans un contexte particulier et décrivant des campagnes dans leur globalité.

Il n'y a pas de recette définitive pour des actions ou des campagnes nonviolentes réussies. Cependant, ce manuel est une séquence de ressources qui peut inpirer et soutenir le travail de chacunE, surtout si vous adaptez ces outils à vos besoins et à votre contexte.

Une version en ligne de ce manuel est accessible sur http://wri-irg.org/node/3855

Pour en commander des exemplaires, veuillez contacter le siège de l'IRG : info@wri-irg.org

Donner à l'Internationale des RésistantEs à la Guerre

Comment faire un don à l'Internationale des RésistantEs à la Guerre

► par ordre de virement permanent qui nous permet de planifier - prévenez nous. (voir coordonnées bancaires au dos)

► par virement postal ou bancaire en Euros à War Resisters'International, à la Bank of Irland, IBAN IE91 BOFI 9000 9240 413547, SWIFT/BIC BOFIIE2D

► par carte bancaire en remplissant les détails ci-contre, ou via notre site web http://wri-irg.org

► par chèque, en euros, dollars ou livres sterlings à l'ordre de "WRI" à envoyer au 5 Caledonian Rd, N1 9DX, Londres, GB.

Paiement par carte de bancaire internationale

Veuillez débiter ma carte de ..../ € / US$ / £ (veuiller rayer les mentions inutiles)

Carte : Visa/Access/Mastercad/American Express (veuillez rayer les mentions inutiles)

No de carte :

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Date d'expiration : ___ / ___

Code de sécurité : ____

Prénom et nom du titulaire de la carte :

____

Adresse de facturation (si différente de celle au dos)

____

____

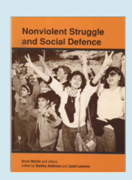
La boutique de l'IRG

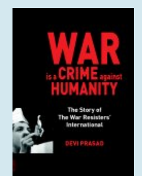
Vous pouvez acheter les articles ci-dessous auprès de l'Internationale des Résistante-e-s à la Guerre en joignant au bon ci-dessous un chèque (en £/$ ou €) à l'ordre de War Resisters' International que vous adressez à WRI-IRG, 5 Caledonian Rd, N1 9DX, Londres, GB. Vous pouvez aussi commander en ligne (paiement par carte bancaire) à http://wri-irg.org/shop/shop-fr-eu.htm.

Tous les prix sont ports compris, tous les documents imprimés sont en anglais.

Nb	Description	Prix
____	1-9 badge "fusil Brise", à l'unité	€2,25
____	10-90 badge "Fusil Brise" x 10	€14,00
____	100 badges "Fusil Brise", x 100	€117,50
____	Housmans Peace Diary 2009 avec son répertoire mondial des organisations ISSN 0957-0136 ISBN 978 0 85283 267 7	€13,50
___	Emily Miles: CO Guide to the UN Human Rights System (Guide de l'objo pour le systeme des droits de l'homme de l'ONU, IRG et Quaker UN office, Genève, 2000)	€19,00
___	Handbook for Nonviolent Campaigns (Un manuel pour des campagnes nonviolentes IRG, Londres 2009)	€12,00
___	Resistance and Reconstruction (Résistance and Reconstruction, Institute For Total Revolution, Vedchhi, 1988)	€7,25
___	Devi Prasad & Tony Smythe: Conscription: A World Survey (Conscription: une étude mondiale, IRG, Londres 1968)	€7,00
___	Peter Brock: Testimonies of Conscience (Témoignages de Conscience, à compte d'auteu, Toronto, 1997)	€7,00

Nb	Description	Prix
___	Brian Martin et al: Nonviolent Struggle and Social Defence (Luttes nonviolentes et défense sociale, IRG, Londres 1991)	€10.50
___	Mitzi Bales (Hrsg.): Opening Doors to Peace: A Memorial to Myrtle Solomon (Portes ouvertes à la paix: un hommage à Myrtle Solomon, IRG, Londres 1991)	€7,00
___	Devi Prasad: War is a Crime against humanity. The story of War Resisters' International (La guerre est un crime contre l'humanité, historie de l'IRG, Londres 2005)	€47,00
___	Vos Dons	€ ____





Total € ____

Nom : ______________________________

Adresse : ______________________________

Pays : ______________________________

Date : ___________ Signature : ________________

Le Fusil Brisé

Le Fusil Brisé est le bulletin d'information de l'Internationale des résistantEs à la guerre. Il est publié en anglais, espagnol, français et allemand. Ceci est le n°81 de février 2009. Ce numéro du Fusil Brisé est le fruit du travail d'Andreas Speck. Tous nos remerciements vont à celles et ceux qui ont contribué à cette publication : Tobias Pflüger, Sian Jones, Cynthia Cockburn, NATO-ZU et bien d'autres

Pour d'autres copies de ce Fusil Brisé, merci de contacter le siège de l'IRG ou de le télécharger sur notre site.

Internationale des résistantEs à la guerre
5 Caledonian Rd, London, N1 9DX, Grande Bretagne.
Tél :+ 44 20 7278 4040
Fax :+ 44 20 7278 0444
info@wri-irg.org
http://wri-irg.org/pubs/br81-fr.htm

L'internationales de RésistantEs à la Guerre

Soutenir et mettre en relation les résistantEs à la Guerre à travers le monde

Je soutiens l'IRG:

(merci de cocher au moins une case)

- ☐ J'envoie un don de £/€............à l'IRG
  - ☐ J'ai besoin d'un recu pour ce don
- ☐ Je remplis le formulaire au dos pour un prélèvement sur ma carte bancaire.
- ☐ Je vais mettre en place un virement permanent/mensuel/trimestriel /annuel (barrer les mentions inutiles) de.........€ à l'ordre de War Resisters' International: IBAN IE91 BOFI 9000 9240 41 35 47 Bank of Irland
- ☐ Je souhaiterais recevoir un formulaire pour le virement permanent.

Voici mes coordonnées:

Nom : ______________________________

Adresse : ______________________________

____

Pays : ______________________________

Envoi des dons:

IRG/WRI, 5 Caledonian Rd, N1 9DX, Londres, GB

L'IRG garde les noms et adresses de ses soutiens sur support informatique à ses seules fins. Si vous ne le souhaitez pas, n'hésitez pas à nous le faire savoir.

Merci d'envoyer vos dons dès aujourd'hui pour soutenir le trevail de l'IRG